

différentes manières de répondre aux questions les plus pressantes de ces prochaines années. Cinq exemples :

- Premièrement, **le renforcement de la mobilisation des ressources nationales**, grâce à une combinaison de réformes domestiques, pour lesquelles il existe un besoin urgent, et de soutien international.
- Deuxièmement, **mettre en place des incitations et des mécanismes pour faire en sorte que les fonds privés** – qui constituent la source de financement la plus importante pour les ODD – contribuent au développement durable, non seulement en finançant directement le changement pour les femmes et les hommes, mais aussi en promouvant la mise en œuvre de normes de durabilité ambitieuses dans tous les domaines de l'économie. Cet aspect revêt une importance particulière en ce qui concerne l'environnement, où nous nous devons de prendre en compte les externalités négatives des activités économiques. A cet égard, la mesure la plus importante consisterait à attribuer un prix au carbone, et nous estimons que le Programme d'action d'Addis-Abeba plaide clairement en faveur d'une telle approche.

- Troisièmement, **l'APD reste centrale, et nous devons tous redoubler d'efforts pour garantir qu'elle** soit utilisée là où elle fait le plus défaut et où elle peut générer le plus d'effet grâce à une définition des cibles et des leviers de meilleure qualité, plus transparents et basés exclusivement sur les faits, et grâce à un soutien fort en faveur des biens publics mondiaux pertinents pour les personnes pauvres.
- Quatrièmement, il est indispensable de tirer pleinement profit du système multilatéral de financement du développement, capable de collaborer avec des partenaires publics et privés afin de combiner financement, connaissances et conseil politique, et de poursuivre les efforts visant à renforcer ce système. Nous saluons la création de nouvelles institutions multilatérales de développement, et nous nous attendons à ce qu'elles basent leur action sur les cadres normatifs existants dans les domaines social et environnemental.
- **Finalement, nous devons nous attaquer à la question des flux financiers illicites.** Un Etat ne peut pas financer son propre développement si les revenus générés par les activités économiques ne sont pas taxés et si les flux financiers quittant le pays sont plus importants que ceux qui y entrent. Le Programme d'action d'Addis-Abeba énumère une série de mesures politiques

importantes dans ce domaine, des mesures multidimensionnelles qui demandent une action tant au niveau national qu'au niveau international.

Permettez-moi de conclure en évoquant un défi que nous devons tous relever :

Addis-Abeba, ce n'est pas la fin, c'est le début ! Le jugement qui sera porté sur cette conférence dans dix ans dépendra moins de ce que nous disons ici que de ce que nous ferons une fois rentrés chez nous. Nous avons tous des devoirs à faire ! La transition vers un développement durable ne se fera pas automatiquement, elle exigera une action résolue de la part de chacune et de chacun d'entre nous. Disons-le d'emblée : cela ne sera pas toujours simple. Dans ce monde où notre développement menace et dégrade l'écosystème et les services fondamentaux qu'il fournit pour la vie et pour la civilisation humaine ; un monde où trop de garçons et de filles, d'hommes et de femmes n'ont toujours pas accès aux services de base qui leur permettraient de réaliser pleinement leur potentiel ; un monde où les disparités au sein des sociétés, mais aussi entre les Etats, augmentent à une vitesse alarmante – dans un monde comme celui-ci,

nous devons nous engager sur une autre voie. **Et nous devons faire vite, car le prix de la passivité sera bien plus élevé que celui de l'action.**

Je m'adresse à nous tous : mettons-nous au travail ! Ces derniers jours à Addis Abeba, nous avons vu et entendu énormément d'idées véritablement brillantes. Nous avons été saisis d'un texte qui fournit une vue d'ensemble de ce qui doit changer. Les excuses pour ne pas s'atteler à la transition vers le développement durable se font de plus en plus rares. C'est maintenant qu'il faut agir !

Je vous remercie.